

Bruxelles, Peter Lang, 2003, 490 p. *Dieu.com Danielle Sallenave*

Pascal Boniface

DANS **REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE** 2004/3 n° 55 , PAGES 116T À 138T
ÉDITIONS **IRIS ÉDITIONS**

ISSN 1287-1672

ISBN 2130546994

DOI 10.3917/ris.055.0113t

Date de mise en ligne : 01/03/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2004-3-page-116t?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour IRIS éditions.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2004-3-page-116t?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

EN LIBRAIRIE

Comptes rendus

LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS

Le vrai choix.

L'Amérique et le reste du monde

Zbigniew Brzezinski

Pour l'Amérique, contre Bush

George Soros

L'empire de la peur.

Terrorisme, guerre, démocratie

Benjamin R. Barber

Tous aux abris !

Mike, l'arme de dérision massive

Michael Moore

Alors que l'on parle assez peu de la francophobie américaine, le débat sur le supposé antiaméricanisme des Français se développe. La majorité des Français – à l'instar des Européens – émettent des réserves ou des critiques au sujet de la politique américaine. Mais de nombreux intellectuels hexagonaux s'insurgent contre un antiaméricanisme dans lequel ils voient une filiation gauchiste (refus du capitalisme), ou de l'extrême droite (refus de la démocratie). Désapprouver la diplomatie des États-Unis est donc condamné au nom de l'intérêt supérieur de l'alliance des démocraties et de la nécessité de se ranger sous la bannière de Washington dans la lutte contre le terrorisme. Être contre

George W. Bush, c'est donc un peu être pour Oussama Ben Laden et les ennemis de l'Amérique.

Voici quatre livres écrits par des Américains au profil très différent, et dont chacun va sans doute au moins aussi loin dans la critique de l'unilatéralisme américain que ne sauraient le faire des auteurs français. Les ouvrages diffèrent par le genre, le ton et la personnalité de leurs auteurs, mais ils se rejoignent en concluant que G. W. Bush ne mène une diplomatie ni morale, ni œuvrant dans le sens de l'intérêt à long terme des États-Unis. Zbigniew Brzezinski, ancien Conseiller national pour la sécurité de James E. Carter, est un *real* politicien qui n'a jamais été suspecté d'être partisan de l'apaisement ; George Soros, financier international, aurait du mal à passer pour un chantre de l'anticapitalisme ; Benjamin R. Barber est un universitaire critique ; et Michael Moore, un iconoclaste.

Le livre de Z. Brzezinski est certainement le plus abouti, le plus stimulant intellectuellement et celui qui a le plus d'ampleur. L'auteur n'est sûrement pas adepte d'une politique américaine timorée. Il estime que Washington est l'ultime garant de la stabilité internationale, mais il pense aussi qu'obsédés par leur propre sécurité et cultivant leurs inquiétudes, les États-Unis pourraient se retrouver isolés dans un monde hostile. Mal maîtrisée, la recherche exclusive de

sa sécurité risque d'aboutir à transformer le pays de la liberté en garnison retranchée, où prévaudrait une mentalité d'assiégés. Selon l'auteur, G. W. Bush n'a pas suffisamment intégré toutes les conséquences de la mondialisation, qui signifie, par définition, une interdépendance planétaire, précisant par ailleurs « qu'aucune nation ne jouit d'une immunité particulière face aux conséquences de la révolution technologique qui a démultiplié, dans des proportions considérables, la capacité humaine à infliger des violences, tout en resserrant les liens qui unissent l'humanité ». La répudiation de la puissance par la démocratie américaine ou son mauvais usage sur la scène mondiale sont les deux dangers qui peuvent la remettre en cause. Depuis que les États-Unis sont une nation souveraine, ses citoyens considèrent la sécurité comme la norme, et l'insécurité occasionnelle comme une aberration. La réalité est désormais inversée puisque sécurité et défense totales ne sauraient être garanties. Le problème est de savoir quelle marge d'insécurité les États-Unis peuvent tolérer, tout en poursuivant la promotion de leurs intérêts dans un monde toujours plus interactif et plus interdépendant.

D'autre part, Z. Brzezinski affirme que, si l'insécurité peut être socialement désagréable, elle doit néanmoins être politiquement gérable. S'il admet qu'on ne réforme pas les terroristes, il fait remarquer que les conditions qui favorisent leur existence peuvent être modifiées. Leur élimination est certes nécessaire, mais pour s'assurer que les rangs ne se regarnissent pas, il faut adopter une stratégie qui affaiblisse les dynamiques politiques ou culturelles à l'origine du terrorisme. Il ne s'agit pas de faire une concession à celui-ci, mais de définir une action permettant de l'isoler et d'éliminer le terrain sur lequel il pousse. Selon l'auteur, la propulsion des États-Unis, au printemps 2002, à se solidariser avec les initiatives les plus extrêmes prises par Israël pour supprimer les Palestiniens, au nom de la lutte contre le

terrorisme, constitue par ailleurs un dangereux déni de la réalité du lien entre les événements du 11 septembre 2001 et l'histoire politique du Moyen-Orient. Si les États-Unis souhaitent préserver le mode de vie auquel ils sont attachés, ils doivent maintenir la légitimité de leur prédominance à l'extérieur ; mais cela implique une authentique coopération avec leurs alliés et non le simple enregistrement des allégeances. Or le ressentiment arabe est provoqué par leur soutien à Israël, ressentiment qui a désormais gagné les pays musulmans non arabes. Israël a bénéficié d'une assistance financière américaine sans équivalent (80 milliards de dollars depuis 1974), alors que les intérêts israéliens et américains au Moyen-Orient ne se recourent que partiellement. Le soutien sans faille à Israël dans la répression du terrorisme limite la capacité à éteindre les passions antiaméricaines dans la région. Aussi la paix israélo-arabe est, elle, l'impératif stratégique le plus urgent, ce qui va à l'encontre de la politique prônée par les éléments les plus conservateurs de la classe politique américaine. Z. Brzezinski déplore leurs liens étroits avec le Likoud, qui veut instaurer un nouvel ordre imposé de façon radicale par les États-Unis au Moyen-Orient, en réaction au défi posé par le terrorisme et la prolifération.

En outre, l'auteur préconise une nouvelle alliance entre une Europe attachée au multilatéralisme et une Amérique qui serait moins encline à l'unilatéralisme. En agissant de concert, ils pourraient parvenir, ensemble, à l'omnipotence mondiale. Il estime qu'il manque aux États-Unis une définition cohérente de leur rôle dans le monde, et que, s'ils parvenaient à maintenir un équilibre entre démocratie et hégémonie, ils seraient la meilleure carte dont disposerait l'humanité pour éviter que ne s'enclenche une spirale de violence planétaire et destructrice, car « l'antiaméricanisme prospère sur le terrain des espoirs déçus ». Cela n'est bien sûr guère compatible avec les commentaires de G. W. Bush qui, entre le 11 septembre et

la mi-février 2003, a utilisé dans ses interventions publiques à 99 reprises la formule manichéenne « qui n'est pas avec nous est contre nous », formule dont l'auteur, rappelle Z. Brzezinski, est Lénine. Le risque est, pour les États-Unis – dont les capacités technologiques sont sans égales dans le domaine militaire – de se transformer progressivement en hybride de démocratie et d'autocratie, caractérisé par l'isolement, l'obsession de la sécurité et une certaine dose de xénophobie, vivant sur un pied de guerre permanent. Selon Z. Brzezinski, deux États dans le monde (Israël et Singapour) préfigurent un tel avenir, et suivre ce chemin conduirait les États-Unis à déclencher une hostilité généralisée qui pourrait être une menace aussi sérieuse (malgré sa puissance mondiale) que le ressentiment régional à l'égard d'Israël. L'issue pacifique du conflit israélo-palestinien permettrait d'engager la transformation interne des pays arabes et de réduire leur animosité à l'égard de l'Amérique. L'auteur déplore que les différentes administrations américaines aient renoncé devant l'obstacle, contribuant ainsi au développement de l'intégrisme au Moyen-Orient.

G. Soros est encore plus virulent, accusant G. W. Bush d'avoir sciemment exploité les attentats du 11 septembre 2001 pour s'engager dans une voie politique que la population américaine n'aurait pas accepté en d'autres circonstances. Son rêve de suprématie mondiale est à la fois irréalisable et en contradiction avec les principes qu'incarnent les États-Unis, dont il sape les valeurs et la sécurité. De plus, compte tenu de sa puissance, l'Administration Bush met en péril le monde entier : en abusant de celle-ci, les extrémistes au pouvoir à Washington affaiblissent le pays plus qu'ils ne le renforcent. Se situant dans la perspective des élections de 2004, l'auteur estime que celles-ci se joueront sur la doctrine de G. W. Bush en matière de politique étrangère. Soit le président actuel est battu, et celle-ci n'aura été qu'une aberration passagère, soit il est

réélu, ce qui signifiera que les Américains ont plébiscité cette doctrine et qu'ils devront donc en supporter les conséquences. Avec force il affirme : « Ce n'est pas là l'Amérique que j'ai choisie autrefois comme patrie. » L'auteur précise ainsi qu'une petite fraction des 160 milliards de dollars engloutis en Irak aurait pu avoir un impact positif énorme si elle avait été utilisée à des fins constructives, notamment dans le domaine de l'éducation. G. Soros dénonce aussi l'échec en Afghanistan, où la guerre contre le terrorisme a pris le pas sur l'encouragement aux réformes politiques. Il pense que G. W. Bush conduit les États-Unis au déclin, et que l'effondrement de leur prestige fait pendant à celui du budget fédéral, passé d'un excédent de 236 milliards de dollars en 2000 à un déficit de 565 milliards en 2004. Comme Z. Brzezinski, il reproche le soutien aveugle de l'Administration américaine au gouvernement israélien et reconnaît que la guerre contre le terrorisme a tué plus de civils innocents en Afghanistan et en Irak que les attentats contre le World Trade Center.

B. Barber, quant à lui, fustige non seulement l'illusion américaine de vouloir imposer à des ennemis à terre la démocratie à la pointe du fusil – tandis qu'ils appuient la dictature dans les pays qu'ils tiennent pour amis –, il les accuse également de penser que les marchés privatisés et le consumérisme agressif et affranchi des contraintes démocratiques sont les instruments qui forgeront celle-ci, mais aussi d'être convaincus que les autres nations peuvent la construire du jour au lendemain alors que des siècles leur ont été nécessaires pour l'instaurer. De l'annexion d'une partie du Mexique en 1848 aux guerres d'Afghanistan et d'Irak au XXI^e siècle, les références à la bonne volonté et à l'innocence surnaturelles des États-Unis placent leurs mobiles au-delà de l'intérêt et les exonèrent de tout examen critique. G. W. Bush rappelait encore récemment que les États-Unis

sont la plus grande nation, peuplée des gens les plus honnêtes de la surface de la terre. Le même déclarait en 2002 : « Il se peut qu'à un moment donné, nous restions seuls c'est OK pour moi, nous sommes l'Amérique. » La doctrine de guerre préventive paraît aberrante à B. Barber car, même s'il existe des raisons de penser que les États-Unis ont mené une politique étrangère plus vertueuse que la grande majorité des nations, le reste du monde peut difficilement accepter cette vertu américaine comme critère universel, un droit international selon lequel les États ne peuvent recourir à la guerre qu'en cas de légitime défense est inimaginable. Le cas des États-Unis, capables de le faire chaque fois qu'ils le souhaitent, est exceptionnel. Si chacun décide de déclarer la guerre quand et où il le juge bon, la doctrine de guerre préventive n'échoue pas seulement face à la légalité, mais aussi face au réalisme. L'auteur rappelle la déclaration de Dwight D. Eisenhower en 1957 : « Nous ne pouvons considérer que l'invasion armée et l'occupation d'un autre pays sont des moyens pacifiques ou des moyens appropriés pour garantir la justice et la conformité du droit international. » Il estime que la politique de guerre préventive au terrorisme de Ariel Sharon produit les résultats inverses de ceux escomptés. Comme G. Soros, il compare le coût de l'intervention militaire en Irak et l'impact qu'aurait eu une partie de ces sommes si elle avait été affectée à l'éducation : les risques de guerre encourus par la prochaine génération auraient été réduits considérablement.

Dans un style inimitable, M. Moore frappe plus fort encore que les trois autres ouvrages, avec un essai rédigé au vitriol, quoique documenté. Il met en cause les liens de l'Administration Bush avec l'Arabie Saoudite et la famille de Oussama Ben Laden, et s'offusque du scandale qu'a provoqué l'affaire Monica Lewinski, alors que le comportement guerrier de G. W. Bush, qui lui paraît pourtant beaucoup plus dangereux pour les États-Unis que celui de William

J. Clinton, a soulevé si peu de vagues. Mentir sur une relation sexuelle ou sur la possession d'armes nucléaires ne lui paraît pas du même ordre.

Pascal BONIFACE

Paris, Odile Jacob, 2004, 310 p.

Paris, Dunod, 2004, 232 p.

Paris, Fayard, 2003, 280 p.

Paris, La Découverte, 2003, 310 p.

L'Amérique bâillonnée

Lewis H. Lapham

Les États-Unis ont-ils changé après les attentats du 11 septembre 2001 ? Cette question s'est déclinée sous toutes ses formes, tant en matière d'action extérieure que sur le front interne, aux niveaux politique, économique ou social. De l'Amérique impériale au géant sur le qui-vive, en passant par l'unilatéralisme et la montée en puissance d'un patriotisme presque malsain, les études se sont succédé sur les transformations éprouvées par la première puissance mondiale. Lewis H. Lapham, après le succès de *Le djihad américain* (Paris, Saint-Simon, 2002, 204 p.) – dans lequel il dénonçait le poids des néoconservateurs et des lobbies intégristes à Washington – récidive ici avec un essai sans complaisance, mais non sans pertinence. Dans la ligne de mire : les restrictions des libertés publiques consécutives aux diverses lois en matière de sécurité, et tout particulièrement la censure appliquée aux journalistes.

L. H. Lapham reproche aux autorités américaines de faire le jeu des terroristes et des adversaires de la démocratie, en légitimant des pratiques que ces derniers n'hésiteraient pas à cautionner. En censurant les médias, qui se voient interdits de critiquer l'action de l'Administration, y compris dans des domaines n'ayant aucun lien apparent avec la lutte contre le terrorisme, Washington se serait ainsi fait l'écho de groupes de pression qui véhiculent une certaine idée des États-Unis, relayés dans l'Administration Bush par

des personnalités telles que John Ashcroft, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, ou le vice-président Richard Cheney.

Parmi l'abondante littérature consacrée aux abus de l'Amérique de George W. Bush, cet ouvrage a le mérite de se concentrer sur un point précis, peu connu en France, et qui pourtant pourrait apparaître comme la transformation majeure consécutive aux attentats de New York et de Washington. Si les différentes mesures concernant la sécurité pourront faire l'objet d'un réexamen le jour où elles perdront leur pertinence, les mentalités évolueront en revanche nettement plus lentement, la crainte s'étant installée dans les médias, qui peuvent aujourd'hui difficilement faire dissidence. Le talent de L. H. Lapham apporte une touche d'ironie grinçante, qui parfois rappelle les documentaires de Michael Moore, et aurait peut-être été plus acerbe encore si l'auteur avait eu la possibilité d'enquêter plus longtemps sur la crise irakienne et les conséquences de l'occupation américaine. À ce titre, la récente affaire sur les sévices commis par les troupes de la coalition en Irak vient rappeler l'importance du rôle des médias dans les démocraties, sans lesquels de telles pratiques pourraient se multiplier tout en restant impunies.

Seule critique, le manque de rigueur parfois perceptible de l'analyse historique, où se glissent quelques erreurs (notamment dans les dates). L'auteur, de plus, se laisse parfois aller à des raccourcis n'apportant rien à sa thèse. Là où l'ouvrage doit s'inscrire dans une perspective d'actualité, toute référence au traitement de l'information sous Franklin D. Roosevelt, ou même pendant la guerre du Vietnam, n'a pas sa place, à moins d'être utilisée avec pertinence. L'ouvrage est un essai et non une somme académique, et aurait parfois gagné à ne pas sortir de l'objectif que l'auteur s'était fixé.

Barthélémy COURMONT

Paris, Saint-Simon, 2004, 175 p.

Quatrième guerre mondiale. Faire mourir et faire croire

François-Bernard Huyghe

La Quatrième Guerre mondiale (la guerre froide ayant été la troisième), a-t-elle commencé le 11 septembre 2001 ? Selon l'auteur, cette thèse, qu'il réfute de façon documentée et argumentée, permet à certains cercles du pouvoir américain d'envisager un plan de guerre perpétuelle aussi méthodiquement que Immanuel Kant envisageait un plan de paix perpétuelle.

L'expression « Quatrième Guerre mondiale » est passée dans le vocabulaire néo-conservateur dès le mois d'octobre 2001, sous la plume de Eliot Cohen qui proposait d'abandonner celle de « guerre au terrorisme », écrivant : « Une désignation plus précise serait la Quatrième Guerre mondiale, dans laquelle l'ennemi n'est pas le terrorisme mais l'islam militant. » L'ennemi est donc invisible et partout, il haït les principes du Bien et de la démocratie. L'auteur reproche aux États-Unis non pas leurs fautes, mais ce qu'ils auraient de meilleur, c'est-à-dire l'obsession de la leçon de Munich, devenue le paradigme dominant de la pensée stratégique américaine. Les États-Unis en arrivent à formuler des propositions quasi orwéliennes. « L'unilatéralisme, c'est l'universalisme », « notre force, c'est le droit », « la recolonisation, c'est le droit des peuples », « l'empire, c'est la liberté » et bien sûr « la paix, c'est la guerre ». Le tout débouche sur une impasse et sur un fossé grandissant entre ce que sont les États-Unis, la manière dont ils souhaiteraient être perçus, et celle dont ils sont réellement perçus dans le monde.

Pascal BONIFACE

Monaco, Éditions du Rocher,
coll. « Art de la guerre », 2004, 236 p.

Hollywood, le Pentagone et Washington. Les trois acteurs d'une stratégie globale

Jean-Michel Valantin

La puissance américaine, selon
Zbigniew Brzezinski (*Le vrai choix*).

L'Amérique et le reste de monde, Paris, Odile Jacob, 2004), s'exprime à la fois dans les domaines militaire, politique, économique et culturel. Ce dernier aspect a de quoi surprendre les sceptiques, généralement arrêtés dans l'idée que, par principe, la culture américaine n'existe pas. Le constat s'impose néanmoins que la puissance des États-Unis résulte en partie de leur contrôle du monde de l'édition, de l'éducation, des médias, et de la « fabrication du rêve » qu'incarne Hollywood, devenue une référence dans le monde entier. La capitale mondiale du cinéma a longtemps été le symbole du rêve américain, et en aura d'ailleurs servi la cause, en mettant en image l'*American Way of Life* comme en assurant la propagande du Pentagone, en particulier en temps de conflit (y compris pendant la guerre froide). Ses stratèges ont rapidement compris l'avantage qu'ils pouvaient tirer du septième art, montrer l'Amérique sous son meilleur visage permettant de l'idéaliser face à ses adversaires, qu'ils soient incarnés par l'Allemagne nazie, le Japon de Hiro Hito ou l'Union soviétique.

L'influence des cercles du pouvoir n'est pas sensible que dans les films de guerre ou politiques. Jean-Michel Valantin pousse l'étude dans des directions qui paraissent au premier abord surprenantes, mais n'en sont pas moins révélatrices d'une stratégie globale. Par le biais de la science-fiction, des thrillers ou même des comédies, Hollywood porte ainsi les valeurs de l'Amérique sur le grand écran. Les scénaristes sont parfois, en parallèle, des stratèges de Washington, d'où une rhétorique très voisine et une réplique fidèle des tendances politiques des administrations successives. Ainsi, inutile de s'étonner de l'absence de productions à caractère violent dans les mois qui suivirent les attentats du 11 septembre 2001, Washington ayant, par la voix de Karl Rove (conseiller politique de George W. Bush) choisi de s'immiscer dans les choix des producteurs hollywoodiens. Pas de critique du modèle américain, pas

d'antipatriotisme déplacé : le cinéma post-11 septembre est le reflet d'un pays sous le coup d'un traumatisme profond. Mais pour mieux comprendre les États-Unis, le meilleur moyen n'est-il pas d'analyser l'image qu'ils souhaitent se donner d'eux-mêmes ?

Le dernier aspect de l'étude de J.-M. Valantin concerne l'effet boomerang, à savoir l'influence que Hollywood exercerait aujourd'hui sur Washington, qui n'est malheureusement pas traitée avec autant de rigueur que la description des productions hollywoodiennes représentatives des tendances politiques de leur temps. De même, les productions télévisées ne sont pas mentionnées. Sans doute l'auteur souhaitait-il aborder l'un des nombreux thèmes de la relation « dangereuse » qu'entretiennent des mondes *a priori* totalement différents en vue d'autres travaux futurs.

Barthélémy COURMONT

Paris, Autrement, 2003, 207 p.

La peine de mort aux États-Unis

André Kaspi

Ouvrage de vulgarisation manifestement destiné à un large public, ce livre de l'historien André Kaspi présente en annexe un petit nombre de tableaux statistiques clairs et bien conçus, permettant sans doute à un lecteur peu familier avec le système politique et judiciaire américain et n'ayant pas accès à l'abondante littérature en langue anglaise disponible sur la question, de glaner quelques éléments d'information utiles à la compréhension de l'« exception américaine » que constitue aujourd'hui le maintien de la peine de mort – du moins au sein de l'ensemble des pays démocratiques. On retiendra en particulier (p. 49-50) l'identification des principaux déterminants de la fin des exécutions publiques à partir des années 1830 : le développement de la presse, qui fournit alors un autre vecteur de transmission de l'information que le châtiement du coupable ; la vogue de la

phrénologie, dont les présupposés déterministes vont à l'encontre d'une logique estimant que la publicité de l'exécution exercerait un effet dissuasif sur les criminels en puissance ; enfin, la crainte de débordements populaires, alimentée notamment par les débuts d'une immigration de masse. Citons également la mise en évidence de l'écart considérable entre le nombre de condamnations à la peine capitale et le nombre d'exécutions effectives – le second représentant moins de 9 % du premier (p. 76), et celle des effets dérivés de l'élection des juges locaux et des *district attorneys* quant aux spectaculaires disparités enregistrées dans l'application de la peine en question (p. 107-108).

Il n'empêche que l'ouvrage dans son ensemble laisse perplexe et inspire même, il faut bien le dire, un certain agacement. Car au-delà de son absence de valeur ajoutée par rapport aux nombreux travaux déjà publiés sur la question et de l'inexistence d'une problématique digne de ce nom (pour une synthèse récente et de grande qualité voir Stuart Banner, *The Death Penalty. An American History*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2002 ; sur la discrimination raciale inhérente au système de justice pénale, voir Randall Kennedy, *Race, Crime, and the Law*, New York, Pantheon Books, 1997 ; sur la multiplicité des voies de recours comme élément contribuant à la fois à une déresponsabilisation généralisée à l'égard de la peine de mort et au renforcement de sa légitimité, dans la mesure où cette pluralité de garde-fous serait perçue comme réduisant à néant le risque d'erreur, voir James S. Liebman, « La surproduction de la mort », *Le Débat*, n° 116, septembre-octobre 2001, p. 168-191). L'ouvrage contient d'autres propositions dépourvues de sens. À titre d'exemple : « En revanche, le Congrès ne saurait voter une loi qui abolirait la peine de mort et la rendrait obligatoire dans tous les États » (p. 77) ; « Douze adolescents noirs de quinze ans qui vivent dans la capitale fédérale seront assassinés avant

d'avoir atteint leur quarante-cinquième anniversaire » (p. 197). Douze sur combien ? Quelle est la période de référence ? Le mystère est complet.

Cet ouvrage se distingue surtout par la complaisance avec laquelle l'auteur accumule les anecdotes les plus insignifiantes, directement tirées de la rubrique des faits divers (p. 85-95). Par exemple : « Angelo Francisco Beaud a la nationalité paraguayenne. Le 17 février 1992, il tente de violer, puis poignarde Ruth Dickie. Il ne nie pas son crime. Mais comment explique-t-il son geste ? Son beau-père lui a jeté un sort et l'a placé sous l'influence de Satan » (p. 93) ; « Karla Faye Tucker a déclaré, lors de son procès, qu'elle ressentait un orgasme à chaque coup de pioche qu'elle donnait. » Voilà qui est du plus grand intérêt. On pourrait aussi lui reprocher sa propension à aligner un nombre impressionnant de platitudes : « L'histoire, par exemple, nous montre que les États-Unis ont connu des hauts et des bas » (p. 12) ; « La société américaine ne ressemble pas à un long fleuve tranquille » (p. 13) ; « [...] que l'on n'imagine surtout pas que tous les immigrants ont abordé les côtes américaines dans le même état d'esprit, avec les mêmes objectifs. Rien ne serait plus faux » (p. 16) ; « S'ils veulent réduire les crimes de sang, les États-Unis ont intérêt à chercher et à appliquer d'urgence la moins mauvaise des solutions » (p. 99). Une simple relecture suffit généralement à éliminer de telles scories.

Plus gênante encore est l'imprécision systématique dont l'auteur fait preuve à l'intérieur même de développements à vocation descriptive. De manière générale, il est fréquent que les faits et les statistiques mentionnés ne s'accompagnent d'aucune indication quant à la période de référence, ce qui est pour le moins étonnant de la part d'un historien (p. 23 ou 33, parmi beaucoup d'autres exemples). De même, A. Kaspî estime parfois superflu de livrer ne serait-ce que le nom des arrêts de la Cour suprême qu'il évoque (très superficiellement, il est vrai) : il en

va ainsi de la décision *Trop v Dulles* (1958) à laquelle il est fait allusion p. 67, ou de *McCleskey v Kemp* (1987) (p. 145-146). Quant à la manière dont sont utilisés les résultats des travaux empiriques effectués par d'autres, elle se passe de commentaires. Ainsi, p. 190 : « Un sociologue a publié une étude significative. Il a découvert, en analysant de près les événements qui précèdent et suivent une exécution capitale, que le nombre des homicides est plus élevé après qu'avant... » Quel est le nom de ce sociologue ? Le titre de l'étude en question, auquel le lecteur curieux pourrait vouloir se reporter ? Nul n'en saura rien. De la part d'un universitaire éminent, une telle légèreté ne laisse pas de surprendre.

Daniel SABBAGH
Chargé de recherches,
Centre d'études et de recherches
internationales (CERI)

Paris, Plon, 2003, 250 p.

***Les États-Unis à contre-courant.
Critiques américaines
à l'égard d'une politique étrangère unilatéraliste***

William Arkin, Phyllis Bennis, William Hartung et al.

La politique étrangère des États-Unis est soumise à de multiples critiques à l'extérieur, parfois fondées, parfois relevant davantage d'un antiaméricanisme primaire et décalé par rapport aux réalités. Depuis la crise irakienne, de nombreuses publications ont ainsi fustigé une Amérique unilatéraliste, impérialiste va-t-en-guerre, et menaçant la sécurité internationale par des actions inconsidérées. Aux États-Unis, trop souvent perçue de l'extérieur comme un bloc monolithique, le kaléidoscope des idées en matière de politique étrangère est extrêmement large, variant, comme le rappelle l'introduction de cet ouvrage, de George W. Bush à Noam Chomsky. Le courant des néoconservateurs est une réalité, mais il ne doit pas masquer

l'existence d'autres approches des relations internationales qui, des réalistes aux internationalistes, proposent une gestion différente des affaires du monde.

La parole est ici donnée à des observateurs d'outre-Atlantique, en reprenant des travaux pour certains célèbres, et d'autres moins, publiés dans des revues américaines au cours des deux dernières années. Les auteurs, pour la plupart issus des milieux académiques, dont certains, comme Stanley Hoffmann, ne sont plus à présenter, s'expriment sur des questions dont ils sont reconnus éminents spécialistes. Le ton est donné dans le sous-titre de l'ouvrage : ces critiques se veulent constructives, et ont en commun de creuser au plus profond les orientations stratégiques de l'Administration Bush, dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, l'impérialisme, les relations avec les alliés, les stratégies nucléaires, les lobbies énergétiques, le poids des *think tanks* et les dérives hypersécuritaires d'une Amérique qui se sent menacée.

Il serait précipité de réduire les débats de politique étrangère aux États-Unis à un clivage droite-gauche, à l'Administration Bush et ses « faucons », opposés à des mouvements de « gauche ». Les lignes de fracture sont en fait nettement plus complexes. Les néoconservateurs, issus en grande partie des mouvements libéraux de gauche de la fin des années 1960, en sont eux-mêmes l'illustration la plus significative. Ainsi, au sein des Partis républicain et démocrate cohabitent des écoles de pensée parfois radicalement opposées, ce qui permet d'expliquer les difficultés rencontrées par l'Administration Bush au printemps 2003, alors qu'approchait la campagne de guerre irakienne. À cette époque, aux visions défendues par le Pentagone se sont vivement opposées celles du secrétaire d'État Colin Powell, qui prônait une approche plus réaliste des relations internationales.

La politique étrangère de Washington a la particularité d'avoir une incidence

sur l'ensemble du monde. Ce constat ne peut que nous inciter à mieux en comprendre les rouages, faute de quoi il sera difficile de proposer des alternatives à une évolution des rapports de force que l'on juge dangereuse. Loin des caricatures, cet ouvrage apporte à ce titre des éclairages utiles.

Barthélémy COURMONT

Bruxelles, Groupe de recherche et d'information pour la paix (GRIP) Complexe, 2004, 170 p.

OUVRAGES BIOGRAPHIQUES

Madame le secrétaire d'État... Mémoires

Madeleine Albright

Cette autobiographie n'échappe pas à la loi du genre. Madeleine Albright en consacre la majeure partie à défendre la politique étrangère américaine menée sous les deux mandats de William J. Clinton, au cours desquels elle fut successivement ambassadeur des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU), puis secrétaire d'État. Mais il serait injuste de réduire cet ouvrage à un simple exercice d'autojustification, car la lecture en est passionnante à plus d'un titre. Tout d'abord, le lecteur français apprendra sûrement avec beaucoup d'étonnement que M. Albright possède un solide sens de l'humour, qui rend toujours agréable la lecture de son livre. Celui-ci donne, de plus, les clés du patriotisme de l'auteur, qui a dû fuir à deux reprises pour des raisons politiques le pays d'Europe où elle résidait, avant de trouver refuge aux États-Unis et de parvenir à la plus haute fonction qu'une femme y ait jamais occupé. La preuve est donnée que l'intégration fonctionne dans ce pays, et qu'elle suscite une adhésion aux idéaux américains d'autant plus forte qu'elle est volontaire. Il n'est pas étonnant que, de par son histoire personnelle, M. Albright soit frappée par le syndrome de Munich. Elle a constam-

ment cet exemple en tête lorsqu'il lui faut prendre une décision difficile, ce qui l'a, peut-être, parfois conduite à symboliser une ligne dure au sein de l'Administration Clinton. Le rappel de cette politique étrangère montre d'ailleurs qu'il y aurait quelque illusion à penser qu'un éventuel retour des démocrates au pouvoir en novembre 2004 modifierait fondamentalement la politique américaine. De nombreux exemples d'unilatéralisme assumés émaillent le livre.

M. Albright définit le leadership des États-Unis comme un « multilatéralisme autoritaire ». Selon elle, quand ceux-ci agissent conjointement avec d'autres pays, ils doivent définir leurs objectifs et en garantir la réalisation. Elle regrette le fait que : « Malheureusement, le multilatéralisme est devenu le mot qui m'a poursuivi, des critiques partisans ont déformé mes intentions et le sens de mes paroles pour laisser entendre que je souhaitais soumettre la politique étrangère des États-Unis à l'ONU. Le multilatéralisme est certainement l'un des outils de la politique étrangère, mais le terme lui-même manque d'attrait, particulièrement pour les Américains. » L'auteur reconnaît pourtant que, concernant l'ex-Yougoslavie, l'échec ne venait pas de l'ONU en tant qu'institution, mais des membres du Conseil de sécurité, dont aucun acte n'est venu confirmer les déclarations d'intention. Elle décrit avec franchise la façon dont les États-Unis, seuls contre tous, ont écarté Boutros Boutros-Ghali parce qu'il déplaisait à Washington, alors qu'aucun Secrétaire général ne s'était vu jusqu'ici refuser un second mandat. Elle tient à s'expliquer – concernant les conséquences de l'embargo sur l'Irak – sur la célèbre phrase : « Je pense que c'est un choix très difficile mais nous pensons que le prix à payer est justifié », et reconnaît que prononcer ces paroles fut une grave erreur. Elle consacre, bien sûr, de nombreux passages fort intéressants aux efforts de W. J. Clinton pour arracher un accord

entre Israéliens et Palestiniens. Si, conformément aux thèses américaines, elle fait porter la principale responsabilité de l'échec à Yasser Arafat, elle pointe à de nombreuses reprises les responsabilités israéliennes et emploie des mots très durs concernant la politique de colonisation. Par ailleurs, elle définit les États voyous comme des États violant les lois internationales, antidémocratiques et hostiles aux intérêts des États-Unis. Des pages captivantes retracent la tentative de rapprochement avec la Corée du Nord et la description de sa visite à Pyongyang. À cet égard, M. Albright estime qu'un accord de désarmement avec la Corée du Nord a été très près d'être conclu, et que, s'il n'avait pas été monopolisé par les négociations israélo-palestiniennes, W. J. Clinton aurait pu trouver une issue au problème. Mais nombre de parlementaires et d'experts étaient opposés à un sommet, car ils craignaient qu'un accord avec la Corée du Nord ne fragilise le projet américain de défense antimissile. Celui-ci, officiellement destiné à se protéger de la Corée du Nord, a finalement servi d'autres fonctions, ce qui n'est guère pour nous surprendre.

Pascal BONIFACE

Paris, Albin Michel, 2003, 652 p.

Erinnerungen. 1930-1982

Helmut Kohl

À la tête de la République fédérale d'Allemagne (RFA) de 1982 à 1998, Helmut Kohl, entré dans l'histoire comme le chancelier de la réunification allemande, nous livre le premier tome de ses *Mémoires*, qui retrace son itinéraire de 1930 (année de sa naissance) à 1982, lorsqu'il est nommé chef du gouvernement fédéral. La carrière politique de H. Kohl est impressionnante. C'est en 1946 qu'il adhère à l'Union démocrate-chrétienne (CDU), et il ne quittera la scène politique qu'en 2002. Il aura été parlementaire aux niveaux régional et national pendant, en tout, quarante-trois ans : ministre-président du *Land*

Rhénanie-Palatinat durant huit ans, président de la CDU pendant vingt-cinq ans ; enfin, aucun chancelier fédéral n'a été en poste aussi longtemps que H. Kohl, à savoir pendant seize ans.

La première partie de l'ouvrage, consacrée aux années d'« apprentissage » (1930-1959), est certainement l'une des plus intéressantes car elle permet de comprendre la personnalité de l'ancien chancelier et son cheminement « politico-spirituel ». Il adhère à la CDU car ce parti plonge ses racines dans la résistance à la barbarie nationale-socialiste. Profondément marqué par les horreurs de la Seconde Guerre mondiale, l'unification européenne devient pour lui la condition *sine qua non* d'une paix durable sur le Vieux Continent. Sa formule *Heimat Europa* (l'Europe patrie) n'est pas un cliché. En 1950, avec une délégation de la CDU, il se rend à Verdun, là où, trente-quatre ans plus tard, il serre la main du président François Mitterrand et scelle l'amitié franco-allemande. La relation entre les deux pays devient pour lui « tout naturellement une affaire du cœur », qui le pousse à toujours rechercher un « rapprochement réel ». Certes, les États-Unis d'Europe sont des « rêves de jeunesse », et c'est avec une pointe de désenchantement que H. Kohl juge qu'au XXI^e siècle il y aura encore en Europe des « consciences nationales » et des « sentiments nationaux » trop marqués pour permettre l'avènement d'une véritable Europe fédérale.

Les parties suivantes traitent de l'ascension politique de H. Kohl, d'abord en Rhénanie-Palatinat (1959-1969), puis en tant que ministre-président à Mayence ; de son échec, en 1976, dans la course à la chancellerie face au chef du gouvernement social-démocrate sortant Helmut Schmidt (1969-1976) ; enfin, de son parcours comme chef de l'opposition chrétienne-démocrate à Bonn jusqu'à son élection à la chancellerie (1976-1982). Il est d'ailleurs, à ce jour, le seul chancelier fédéral à avoir été porté au pouvoir par un vote de défiance

constructif. H. Kohl passe en revue les années passées, où se croisent souvenirs personnels et faits historiques, avec beaucoup de sobriété, non sans malice lorsqu'il s'agit de revenir sur les attitudes de certains de ses détracteurs et avec émotion lorsqu'il médite sur la mort de son ami Hanns-Martin Schleyer, chef du patronat allemand, et d'autres personnalités politiques, lâchement assassinées par la Fraction Armée rouge, entre 1972 et 1977, lorsque, déjà, le terrorisme faisait rage en Allemagne de l'Ouest.

H. Kohl, en présentant officiellement ses *Mémoires* à la presse, le 4 mars 2004 à Berlin, a déclaré qu'il souhaitait également, par leur publication, faire cesser des malentendus. Il se démarque ainsi très nettement de Konrad Adenauer. Si comme lui, il est un catholique rhénan, H. Kohl insiste sur le fait que son aîné « n'a jamais été son modèle », qu'il « ne s'est jamais considéré comme son petit-fils », mais qu'il a été une « chance pour l'Allemagne ». Dans le second et dernier tome, qui doit paraître en avril 2005, l'ancien chancelier promet d'apporter des éclairages nouveaux sur d'autres faits marquants, comme sur certaines de ses formules : « grâce tardive de la naissance » (1984) ou « paysages fleurissants » (1990) qui, en leur temps, ont irrité l'opinion publique (inter)nationale, ou bien sur l'affaire des caisses noires de la CDU (1999). Mais une large partie de l'ouvrage sera consacrée à son œuvre majeure : l'unification de l'Allemagne et la politique européenne. Au moment de la sortie du second tome, les Européens commémoreront le soixantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'œuvre et le témoignage de H. Kohl s'inscriront parfaitement dans ce contexte, et prouveront que l'Allemagne a tiré les leçons du passé et s'est transformée en une des démocraties les plus stables au monde.

Stephan MARTENS

Munich, Droemer, 2004, 683 p.

Arafat Irréductible

Amnon Kapeliouk

L'abondante littérature traitant du conflit israélo-palestinien a souvent tendance à se concentrer sur les seuls aspects historiques et politiques factuels de ce sujet à forte charge passionnelle. Cette démarche est certes nécessaire, car les rapports entre Israéliens et Palestiniens peuvent trouver leur origine dans des événements que certains s'efforceront, à tort ou à raison, de faire remonter à la nuit des temps. Il n'en demeure pas moins que les relations israélo-arabes contemporaines, résultant en grande partie de conflits ayant éclaté au lendemain de la création de l'État d'Israël (1948), et symboliquement marquées par les guerres des Six jours (juin 1967) et du Kippour (1973), ne devraient pas occulter le rôle essentiel des leaders et des hommes politiques qui ont connu les débuts officiels de l'État hébreu, dont ils pourraient témoigner aujourd'hui encore. Ariel Sharon et Shimon Pérès font partie de ces dinosaures israéliens. Yasser Arafat, né en 1929, incarne évidemment, quant à lui, la partie palestinienne.

Amnon Kapeliouk, journaliste et spécialiste renommé du Proche-Orient, a ainsi fait le choix de retracer le parcours d'un homme qu'il connaît bien pour l'avoir beaucoup côtoyé durant de longues années – non terminées – de résistance palestinienne. Ce combat en cache maints autres, tant le processus de formation des groupes de lutte et de libération nationale a vu factions et mouvements osciller régulièrement entre alliances de circonstance et franches hostilités. Il en résulte une situation chaotique, souvent contre-productive, due pour une grande partie à l'instabilité régionale qui voit tant d'États du Moyen-Orient instrumentaliser la cause palestinienne au service de leurs propres intérêts. Il n'en demeure pas moins que, selon l'auteur, un homme a, pour l'essentiel, œuvré de manière à ce qu'un

objectif principal – l’obtention par les Palestiniens de leur indépendance – puisse se maintenir et se perpétuer sans failles : cet homme, c’est Y. Arafat.

Il va de soi que le cofondateur du Fath (1959), massivement plébiscité en tant que chef de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP) moins de dix ans plus tard, n’a pas toujours fait de la création d’un État palestinien aux côtés d’Israël sa priorité. A. Kapeliouk rappelle ainsi, à juste titre, le leitmotiv qui a longtemps guidé l’action comme les discours de Y. Arafat, pour qui le droit des Palestiniens à l’autodétermination passait nécessairement par la destruction d’Israël en tant qu’État. Cependant, pendant longtemps, le chef de l’OLP n’en a pas moins été en faveur de la création d’un État laïque qui, s’étendant sur tout le territoire de la Palestine historique, puisse être à même de garantir la coexistence de ses habitants sans préjudice envers leur religion ou leurs croyances personnelles. En somme, un antisionisme en rien synonyme d’antisémitisme.

Mais, au bout du compte, le mérite principal de cet ouvrage réside dans la facilité de son auteur à décrire la personnalité du président actuel de l’Autorité palestinienne, en la replaçant dans un historique très clair, construit à partir des principales dates et articulations du conflit israélo-palestinien. La sympathie qu’entretient A. Kapeliouk à l’égard de Y. Arafat n’étant en rien dissimulée, on sortira de la lecture de ces pages avec l’impression d’avoir affaire à un homme combinant, finalement, maintes contradictions : autoritaire mais sensible, bon mais parfois intransigeant, stratège mais naïf, etc. Tels sont quelques-uns des traits marquants d’un leader qui, ayant voulu faire aboutir le rêve d’un peuple, aura malheureusement sous-estimé la puissance de son adversaire israélien. De fait, le processus d’Oslo a initié sa mise à l’écart progressive. Malgré cela, l’histoire témoignera forcément, comme semble le penser l’auteur, en faveur de

Y. Arafat, « irréductible » doué d’une baraka finalement peu commune.

Barah MIKAÏL

Paris, Fayard, 2004, 524 p.

GÉOPOLITIQUE RÉGIONALE

A Land on Fire.

The Environmental Consequences of the Southeast Asian Boom

James David Fahn

Employé aujourd’hui par la Fondation Ford, James David Fahn a été pendant près d’une décennie journaliste au quotidien *Nation*, l’un des deux grands journaux anglophones thaïlandais. Responsable de la rubrique « environnement », il a sillonné le pays et ses périphéries pour mesurer au plus près des réalités les conséquences écologiques du développement économique de l’Asie du Sud-Est. La plupart des commentateurs étaient fascinés par les enjeux géopolitiques de la région du grand Mékong, et par l’essor de la coopération transnationale et des institutions qui les sous-tendent comme l’Economic Cooperation Strategy (ECS), le Greater Mekong Subregion (GMS), la Bangladesh, India, Myanmar, Sri Lanka and Thailand Economic Commission (BIMT-EC) et la Mekong River Commission (MRC). J. D. Fahn est quant à lui un homme de terrain qui s’intéresse aux détails. L’enquêteur s’attache aux hommes et aux femmes sur lesquels pèsent ces enjeux politico-économiques et sur leur manière propre d’y réagir. Il décrit comment les communautés autochtones et les activistes professionnels cherchent à se préserver et pourquoi le monde extérieur est concerné par ces combats si lointains. Face aux défis posés par les politiques touristiques, les exploitations forestières, les extractions pétrolières, les aménagements côtiers ou la construction de barrages hydroélectriques sur le Mékong et ses affluents, le journaliste fait apparaître la puissance grandissante des organisations

locales de citoyens. Il est vrai qu'au cours des dix dernières années, le nombre d'organisations de la société civile (OSC) d'Asie du Sud-Est n'a cessé d'augmenter, avec une croissance de 41,8 % dans l'ensemble de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA), pour atteindre le chiffre record de 11 270 dans toute l'Asie, soit une augmentation globale de 37 %. Les États les plus développés, pour ne pas dire les plus démocratiques, connaissent cette inflation (de 35,1 % en Thaïlande), mais les plus pauvres également (78,1 % au Cambodge) et les plus autoritaires (35,1 % à Myanmar et 68,8 % au Viêtnam). Si cette réalité ne fait guère émerger une conscience ou une société « aseanienne », elle n'en devient pas moins une force politique à ne pas sous-estimer quand on est un élu local ou un investisseur étranger. Bien que les thématiques évoquées ne sont pas sans rappeler celles développées par les altermondialistes, J. D. Fahn ne s'attarde pas sur l'interconnexion internationale des réseaux associatifs. Sa réflexion sur les effets durables des politiques de développement, et en premier lieu celle du royaume de Thaïlande, se transforme à l'occasion en un réquisitoire implacable contre l'autorité électrique thaïlandaise (Electricity Generating Authority of Thailand, EGAT) ou les opérateurs gaziers (Total, Unocal). Ses pages les plus sévères sont consacrées aux pollutions au mercure en mer de Chine du Sud, un drame écologique qui n'est pas sans rappeler de terribles précédents, au Japon ou en Italie, mais n'en est pas moins que rarement traité par la presse internationale.

François GUILBERT
Enseignant, Université de Paris I
Boulder (Col.), Westview Press, 2003,
365 p.

The Boys in Black.
The Thahan Phran (Rangers),
Thailands Para-military Border Guards
Desmond Ball

Depuis plusieurs décennies, le P^r Desmond Ball consacre la plupart de ses

recherches universitaires aux forces armées d'Asie du Sud-Est. Au fil des ans, il a su ainsi établir des relations personnelles d'une qualité rare avec leurs chefs. Cette intimité et la confiance dont il est l'objet lui permettent, aujourd'hui, d'aborder dans le détail les sujets les plus sensibles. Après s'être consacré à l'armée birmane et à ses services de renseignement (*Burma's Military Secrets. Signals Intelligence – SIGINT – from the Second World War to Civil War and Cyber Warfare*, Bangkok, White Lotus, 1998), le chercheur australien travaille depuis 1996 sur les rangers thaïlandais, ces soldats-chasseurs (*Thahan Phran*) comme ils se prénomment eux mêmes.

Après avoir enquêté plus d'une année, du Triangle d'or aux bordures de la mer d'Andaman, il rapporte l'étude la plus détaillée jamais écrite sur les groupes paramilitaires thaïlandais. De l'histoire politico-administrative à la description minutieuse des organigrammes par régions militaires et régiments en passant par le rôle spécifique des unités féminines – comme celle de la *Salween Special Task Force* ou de la *Task Force 80* –, cette étude nous conduit au cœur des unités combattantes qui ont mis en œuvre, depuis 1978, la politique de contre-guérilla décidée par le général Chaovalit, actuellement vice-Premier ministre, pour combattre les maquis communistes du nord-est de la Thaïlande avec parfois beaucoup de brutalité.

Cette recherche érudite est d'autant plus méritoire que ces formations militaires vivent cachées dans la jungle et sont régulièrement décriées par les organisations de droits de l'homme pour leur usage immodéré de la violence à la périphérie des camps de réfugiés ou pour l'ampleur de leur corruption. Sans jamais se placer dans le champ de l'analyse morale, l'ancien directeur du Centre d'études stratégiques et de défense de Canberra s'intéresse à l'efficacité militaire et sécuritaire des régiments. L'excellent capteur d'informations se révèle confronté à de sérieuses difficultés de

fusion du renseignement et à des capacités opérationnelles limitées, tant face à l'armée de la République populaire du Kampuchéa, aux milices laotiennes, qu'à l'armée nationale de Myanmar (*Tatmadaw*). Avant de se plonger dans les conséquences de la politisation de cette armée, l'analyste s'attache aux hommes dont il détaille le recrutement, fait notamment de voyous et de migrants pauvres venus des provinces de Buriram et de Surin, et aux abus qu'ils génèrent (particulièrement le commerce illégal d'agrumes). Sans détour, un chapitre complet est consacré à ces exactions, alors que les *Thahan Phran* sont dorénavant chargés de combattre les narcotrafiquants installés le long de la frontière birmane. Cela ne les empêche pas, pour autant, d'adopter parfois une attitude de bienveillante neutralité vis-à-vis des activités mafieuses de l'Armée de l'État Wa unifié (UWSA).

Au-delà de la réputation sulfureuse des hommes en uniforme noir se cache un corps d'armée plus endeuillé que tout autre et au niveau d'éducation primaire des plus faibles. Dans ses rangs se trouvent un grand nombre de groupes minoritaires et de mercenaires (Pa-O, Karen, Shan, Wa, Môn). Les relations sont souvent difficiles avec les autres forces militarisées, notamment celles de la police des frontières (*Dorchordor*). Si le goût de l'aventure et les quelques avantages qu'offrent un diplôme de combattant ont su convaincre des jeunes confinés aux frontières du royaume de s'engager, la criminalisation du commandement et des hommes de troupe s'explique avant tout par la faiblesse des moyens octroyés – un ranger « revient » au dixième du coût d'un soldat « ordinaire » – et le non-respect des avantages contractuels promis (par exemple, la redistribution de terre). Plus inquiétant, l'auteur démontre, exemples à l'appui, que ce groupe s'est peu à peu construit une idéologie politique autour de sa devise de défense de la nation, de la religion et du roi, et que celle-ci le pousse à agir de connivence avec des groupes ultranatio-

nalistes d'extrême droite tels les *Village Scouts*, ou des milices privées (*Or Sor*). Anachroniques ou non, les 10 000 hommes des *Thahan Phran* se trouvent au cœur des rivalités politiques du pays et, plus particulièrement, de celles qui opposent à intervalles réguliers le Parti démocrate au *Thai Rak Thai* du Premier ministre.

Christian LECHERVY

Bangkok, White Lotus, 2004, 258 p.

Promenades en terre bouddhiste. Birmanie

Christine Jordis

The Long Patrol with Karen Guerrillas in Burma

Mike Tucker

Wooing the Generals. India's New Burma Policy

Renaud Egretau

Si vous cherchez de l'information sur la Birmanie, il vous faudra consulter les enquêtes circonstanciées des opposants exilés (Zaw Min Htut, *Human Rights Abuses and Discrimination on Rohingyas*, Tokyo, BRAJ, 2003, 240 p.), les reportages ciblés des organisations non gouvernementales (ONG) d'aide au développement (*A Conflict of Interests. The Uncertain Future of Burma's Forests*, Londres, Global Witness, 2003, 125 p.) ou encore les nombreuses études des *think tanks* (Asian Dialogue, *Quality of Partnership. Myanmar, ASEAN and the World Community*, Singapour, Information and Resource Center, 2003, 39 p.; John H. Badgley, ed., *Reconciling Burma / Myanmar. Essays on US relations with Burma*, Seattle, NBR, 2004, 101 p.). Vous n'aurez aucune difficulté à vous procurer ces écrits. Au-delà de leur tirage papier, la plupart de ces analyses bénéficie d'une diffusion d'autant plus large qu'elles sont distribuées par voie électronique *via* Internet, soit par leurs prescripteurs soit à

travers les recensions dont elles font l'objet sur les sites des *advocacy groups* (voir <http://www.info-birmanie.org>) et les bibliothèques informatiques entièrement dédiées à la Birmanie, telle celle de David Arnott (<http://www.burmalibrary.org>).

La Birmanie incite au militantisme, comme en témoignent les nombreuses assemblées publiques qui lui ont été consacrées, notamment lors du Forum social de Saint-Denis ou celui de Mumbai, ainsi que l'aura internationale dont bénéficie Aung San Suu Kyi : la Dame, adepte du combat politique non violent, apparaît si attachante qu'elle devient, à l'occasion, un véritable personnage de roman (Christopher G. Moore, *Waiting for the Lady*, Bangkok, Heaven Lake Press, 2003, 342 p.). Il est vrai que, depuis un siècle et demi, la Birmanie s'est révélée source d'inspiration pour les écrivains les plus brillants, de Joseph Kessel, Pierre Loti, George Orwell ou Rudyard Kipling à Jesse F. Tennyson. Plus proche de nous, sans être en rien exhaustif, on pourra lire Amitav Ghosh (*The Glass Palace : A Novel*, New York, Random House, 2002, 486 p.) et Alexandra Jones (*La Dame de Mandalay*, Paris, Presses de la cité, 1990, 528 p.). Romans construits ou impressions éparses (Olivier Germain-Thomas, *Images découpées en Birmanie*, Paris, Fata Morgana, 1997, 112 p.), ces pages parlent le plus souvent des mêmes lieux rêvés : Pégou, Pagan, Mandalay, le pays kachin, l'Irrawaddy, etc. Ils nous entraînent à des exercices d'introspection et de réflexion profondes sur la spiritualité, l'esthétique et l'action politique.

C'est à cette invite initiatique que nous convie l'éditrice de la maison Gallimard, Christine Jordis, dans son ouvrage illustré de croquis pris sur le vif par son compagnon. Au rythme lent des transports birmans, ce cabotage nous mène à la rencontre d'un pays et de ses peuples « préservés » de la modernité. Sans conteste, les trois voyages à l'origine de ce manuscrit ont marqué d'une empreinte indélébile son auteur. À l'heure où le boycott

du tourisme est l'objet de vifs débats entre partisans zélés et hostiles aux sanctions économiques, ces réflexions abordent tous les sujets de l'actualité birmane (l'embrigadement des religieux, les libertés publiques ou encore l'espoir et le courage que suscite la seule présence de Aung San Suu Kyi). De ces rencontres imprévisibles, de la principale librairie de Rangoon aux détours d'une pagode, se dégage bien plus qu'une impression d'exotisme, même si l'Asie du Sud-Est incarne souvent le refuge des excentriques, des marginaux et des esseulés.

Le pays que décrit l'ancien *US Marine* Mike Tucker exhale, quant à lui, un parfum de violence. Dans les forêts tropicales qui longent la frontière thaïlandaise, le quotidien des combattants de l'Union de libération nationale karen (KNLA) est fait de terreur et de pauvreté. Pour décrire cette réalité, c'est à une véritable équipée, empreinte de sympathie pour les hommes de la KNLA, que s'est livré le journaliste américain. Son expérience professionnelle transparaît au point de nous apporter beaucoup d'informations sur les armes, les mouvements tactiques, le rôle des espions de l'armée nationale de Myanmar (*Tatmadaw*) ainsi que sur la conduite de la guerre qui se déroule depuis près d'un demi-siècle dans cette partie orientale de la Birmanie ; enquête de terrain que les informations distillées par les *Free Burma Rangers*, croisés au plus près des combats, actualisent régulièrement. Toutes choses égales par ailleurs, ce théâtre d'opérations est le plus connu de l'espace stratégique birman.

C'est pourquoi les recherches du jeune universitaire Renaud Egreteau, consacrées aux relations de la Birmanie avec l'Union indienne, offrent l'opportunité de mieux saisir l'enjeu stratégique grandissant dont ce pays est l'objet. Nourri d'un récent mémoire de Diplôme d'études approfondies (DEA) portant sur le même sujet, ce document coédité par le Centre des sciences humaines (CSH) de New Delhi aborde l'*East Asian Policy*

indienne, la (re)naissance de la rivalité sino-indienne en Asie du Sud-Est et l'imbrication des enjeux de sécurité du Bhoutan aux confins chinois. Autant de sujets d'importance, rarement abordés par les universitaires français.

François GUILBERT
Enseignant, Université de Paris I

Paris, Le Seuil, 2004, 332 p.
Bangkok, Asia Books, 2003, 108 p.
New Delhi, Authorspress/CSH, 2003,
234 p.

***Le bouddhisme mondialisé.
Une perspective sociologique sur la globalisation du religieux***

Raphaël Liogier

L'étude sociologique du responsable scientifique de l'Observatoire du religieux à l'Institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence est aussi volumineuse que novatrice et s'intéresse aux relations réflexives entre l'Orient et l'Occident contemporains.

Le bouddhisme a fait son apparition sur nos écrans de télévision il y a quelques années, chaque dimanche sur France 2, grâce à l'émission « Voix bouddhistes » ; il est devenu un objet commercial pour l'édition, et même pour la Monnaie de Paris qui a lancé à cette fin deux médailles spécifiques. Mais il ne fait pas que s'adapter et transformer l'Occident. À la différence de la thèse de doctorat de Frédéric Lenoir (*La rencontre du bouddhisme et de l'Occident*, Paris, Fayard, 1999, 393 p.) qui traite brillamment ce premier aspect, Raphaël Liogier décrit l'occidentalisation du bouddhisme en Asie, décortiquant ses effets de l'Inde au Japon en passant par le Sri Lanka, la Thaïlande, la Birmanie, le Viêtnam, la Chine ou encore la Mongolie, le Tibet et Taiwan.

Au-delà des débats théologiques et des divergences profondes entre les écoles, l'auteur, avec Bruno Étienne, d'*Être bouddhiste en France aujourd'hui* (Paris, Hachette, coll. « Pluriel », Étienne, 2^e éd., 2004, 266 p.) dépeint l'émergence

d'une nouvelle culture en Occident et en Extrême-Orient. Ce champ politico-religieux en pleine mutation laisse entrevoir l'unité de la culture politique du bouddhisme occidentalisé en Asie et du bouddhisme progressiste en Occident. Les parcours détaillés du Thaïlandais Sulak Sivaksa et du Vietnamien Thich Nhat Hanh en témoignent. De même le succès de la Soka Gakkai internationale (SGI), présente dans la plupart des pays occidentaux, qui vise à promouvoir la paix en s'inspirant autant du bouddhisme que de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Toutefois, une réflexion approfondie sur les groupes et les phénomènes « sectaires » aurait pu s'avérer utile pour démontrer également les dérives les plus inquiétantes de ces « interconnexions ». Face à une dynamique si riche, il est dommage qu'un ouvrage si précis ne dispose pas d'un index pour aller et venir dans ses nombreuses ramifications. Cette absence le rend peu lisible une fois que l'on s'est efforcé de le parcourir de manière linéaire ou par l'entremise de ses très nombreux chapitres et sous-chapitres. Le regret est d'autant plus grand que ce document combat bien des idées reçues, notamment par son analyse des rapports complexes des bouddhismes à la modernité. Adaptations ou replis identitaires, toutes les formes de réaction s'expriment, de plus en plus fort, voire de plus en plus violemment. Ainsi, le ministère de la Culture thaïlandais vient-il de s'opposer (*Daily News*, 14 mai 2004) à une compagnie australienne qui a lancé la marque *Ecobouddha*, qui accole un portrait de Bouddha sur des chaussures de sport. Cet événement est si important qu'il mobilise les diplomates thaïlandais à travers le monde, chargés de demander à plusieurs pays d'arrêter la vente de ces chaussures, et suscite des troubles de l'ordre public dans le royaume. Les vendeurs se voient menacés pénalement, la violation de l'article 206 du Code pénal faisant encourir une peine

d'emprisonnement de un à sept ans et une amende d'un montant de 2 000 à 17 000 bahts.

François GUILBERT
Enseignant, Université de Paris I
Paris, Ellipses, 2004, 638 p.

Négrologie.
Pourquoi l'Afrique meurt

Stephen Smith

L'ouvrage de Stephen Smith, grand journaliste qui, depuis vingt ans, arpente l'Afrique, ne peut laisser indifférent et mérite un débat. Il est très bien informé et témoigne d'une culture évidente, lorsqu'il veut faire acte de vérité à propos d'une Afrique « qui se meurt d'un suicide assisté ».

Malgré ses qualités évidentes et la véridicité de la quasi-totalité des faits relatés, ce livre présente plusieurs insuffisances. Il témoigne d'une focalisation biaisée et d'un amour déçu vis-à-vis d'un continent auquel l'auteur a beaucoup donné, mais duquel il a beaucoup reçu en retour. Il ne donne qu'un éclairage partiel, voire partial d'une Afrique traitée globalement à partir d'exemples, certes nombreux, mais particuliers. Historien de l'instant, le journaliste qu'est S. Smith ne peut, malgré ses abondantes lectures, prendre en compte les temporalités des diverses sociétés africaines. La tonalité volontairement négative, au nom d'un devoir de vérité, ne peut qu'alimenter les représentations anxieuses, carriéristes, voire racistes qui dominent la presse et les opinions publiques, pour lesquelles l'Afrique n'existe que par ses drames et ses maux.

Nous ne nous appesantirons pas sur les jeux de mots connotant une vision mortifère de l'Afrique, dont on peut, pour le moins, regretter, au-delà du non-dit lacanien, le caractère désobligeant vis-à-vis des « amis africains » à qui l'on se doit de dire la vérité. L'anthropomorphisme consistant à transférer aux sociétés les attributs des humains, dans le cas présent

Thanatos l'emportant sur *Éros*, est toujours dangereux dans le domaine des sciences sociales.

La focalisation retenue est sombre ou afro-pessimiste au nom d'une juste critique des afro-optimistes privilégiant les valeurs africaines (lien social, communautarisme, solidarités, ingéniosité) et se voilant la face devant les guerres, la pauvreté, le sida ou les États en collapsus. Les dérives actuelles et prévisibles des Afriques plurielles justifient-elles un tel éclairage ? La représentation négative de l'Afrique s'inscrit dans une tradition ancienne, allant de la malédiction biblique de Cham aux travaux de G. W. Friedrich Hegel ou de Thomas R. Malthus (repris dans le premier chapitre), voyant dans l'Afrique l'illustration des trois parques mortelles (les guerres, les épidémies et les famines), de *L'Afrique terre qui meurt* des années 1940 (de Jean-Paul Harroy, *L'Afrique terre qui meurt. La dégradation des sols africains sous l'influence de la colonisation*, Bruxelles, Hayez, 1949) jusqu'à *L'Afrique noire est mal partie* des années postindépendances (de René Dumont, Paris, Le Seuil, 1962). La crise en Côte-d'Ivoire, que relate avec force le correspondant du *Monde*, le sida en Afrique australe, le chaos entropique en République démocratique du Congo (RDC), les famines au Zimbabwe sont décrits, hélas, avec réalisme. L'ouvrage montre comment, dans plusieurs pays, l'État s'effondre ou est miné par la corruption et le tribalisme. Mais rien n'est dit des pays qui ont su éviter la prolifération du sida (du Sénégal à Madagascar), de l'atténuation de la conflictualité dans ceux qui ont su sortir des crises, du Mozambique à l'Angola, en passant par le Sierra Leone, le Burundi et le Rwanda. Le nombre de conflits ouverts, qui s'était décuplé après la chute du mur de Berlin, a plutôt tendance à se réduire alors que la vigilance s'impose, et que les génocides supposent un effort de mémoire. Les pays connaissant les guerres, les épidémies et les famines

sont-ils plus représentatifs de l'Afrique que l'ex-Yougoslavie ne l'est de l'Europe? L'ouvrage n'échappe pas aux « illusions identitaires », dénoncées dans les premières pages, en parlant de l'Afrique au singulier, oubliant que les Africains s'insèrent dans des sociétés contrastées qui ne sont réductibles ni à l'imaginaire des valeurs africaines ni aux représentations macroéconomiques et macropolitiques.

L'auteur évoque T. R. Malthus à propos de la « dure loi économique qui divise la richesse des nations par le nombre de leurs habitants » (p. 45). Il fait abstraction du débat majeur portant sur une Afrique sous-peuplée et mal peuplée, qui doit gérer des défis considérables en termes de poussée démographique et urbaine mais qui, « globalement », a connu une croissance agricole de type extensif qui a permis d'éviter une croissance forte des importations alimentaires. À l'opposé des pressions démographiques au Burundi, au Rwanda ou aux Comores, les plateaux bamilékés, kenyans ou les hautes terres malgaches montrent, comme l'analysait Pierre Gourou, que ces pressions peuvent également constituer des facteurs de progrès agricole. L'ouvrage ne donne aucune indication sur la manière dont une Afrique qui, en l'espace de deux générations, a su passer d'une ruralité à une urbanisation intense, est parvenue à développer tout un ensemble d'activités dites informelles répondant aux besoins du plus grand nombre. Il n'indique pas davantage comment les réseaux de commerce fonctionnent avec une grande efficacité.

À propos de l'aide publique au développement (APD), l'auteur mobilise Lord Peter T. Bauer, auteur libéral partisan du *Trade not Aid* et définissant l'aide comme « un phénomène qui consiste à imposer les pauvres dans les pays riches pour soutenir les modes de vie des riches dans les pays pauvres ». On ne peut que souscrire à la description du gaspillage de l'aide et de certains de ses effets per-

vers. On peut rappeler que la priorité est d'éviter la fuite d'épargne (estimée à environ 40 %). Mais la question d'une Afrique sevrée de capitaux pour financer son développement ne peut être occultée dans une globalisation financière où dominent les flux privés et où règne, notamment dans le domaine agricole, un libéralisme asymétrique (dû aux subventions agricoles des pays industriels et émergents). Les anciennes colonies ont hérité d'un réseau très lâche en infrastructures, scolaires ou sanitaires, et doivent gérer un doublement des populations et un sextuplement des populations urbaines tous les vingt-cinq ans. Est-il raisonnablement possible qu'elles puissent disposer de ressources extérieures ne répondant pas aux seuls critères de la rentabilité ?

L'auteur s'en prend avec raison aux culturalistes, qui se font une représentation idéale du continent au nom des valeurs africaines, mais peut-il alors parler « d'une Afrique bloquée par des obstacles socioculturels qu'elle sacralise comme ses gris-gris identitaires » (p. 49) ? Il dénonce les dialecticiens qui voient dans la criminalité une ruse pour construire une voie originale, tout en épargnant ceux qui pensent que si « l'État fait la guerre, la guerre fait l'État » et qu'il faut replacer les trajectoires de l'Afrique dans leurs temporalités longues. La montée du religieux, des référents identitaires sont des phénomènes trop importants pour qu'on les réduise à des blocages. Sans tomber dans le culturalisme, n'aurait-il pas été utile, pour présenter une Afrique qui meurt, de rappeler sa créativité artistique ou littéraire ?

Au lieu d'adopter le pessimisme de l'analyse et l'optimisme de l'action, le livre de S. Smith ne débouche sur aucune perspective. Il n'appartient certes pas au journaliste engagé qu'est l'auteur de faire des propositions, mais sa position d'observateur lui impose, pour le moins, de jouer le rôle de vigie. Cela supposerait une prise en compte des temporalités dans lesquelles se situent les différentes

sociétés et une comparaison raisonnée, montrant comment des défis ont été affrontés par certains décideurs et comment des systèmes de prévention des risques ont été mis en place. Enfin, il conviendrait d'analyser les contrastes d'une « Afrique ambiguë » ou d'« Afriques plurielles ». Le « Cap des tempêtes » est aussi celui de « Bonne espérance », comme nous le rappelle l'auteur à propos de l'Afrique du Sud. Faute d'une analyse contrastée tombe le verdict de la condamnation globale par le médecin agissant dans l'urgence. L'amour déçu ou brisé d'un des journalistes les plus compétents sur l'Afrique annoncerait-il la rupture avec le continent noir, ou n'est-il qu'un moment de doute et un cri de colère voué à se dissiper une fois l'orage éloigné ?

Philippe HUGON

Paris, Calmann-Lévy, 2003, 248 p.

ENJEUX ÉCONOMIQUES ET MONDIALISATION

Après la crise...

Les économies asiatiques face aux défis de la mondialisation

Sous la direction de Jean-Marie Bouissou, Diana Hochraid et Christian Milelli

S'inscrivant dans la vague de publications d'ouvrages couvrant la crise asiatique, ce livre semblait prometteur par son titre. Publié six ans après la crise financière de 1997, il est constitué de seize chapitres, rassemblés dans trois parties intitulées respectivement : « À l'origine, la crise financière », « L'insertion internationale des économies asiatiques » et « Économie politique de la crise ». La plupart des chapitres sont en fait consacrés aux pays d'Asie du Nord-Est, essentiellement la Chine et le Japon et, dans une moindre mesure, la Corée du Sud. En dépit des efforts des éditeurs, la façon dont sont traités les différents sujets donne, malheureusement, l'impression

d'une accumulation de textes, parfois un peu forcée, malgré l'illusion d'un fil conducteur. Cela est d'autant plus regrettable que certains chapitres sont de bons papiers, pris individuellement. Le sujet sur les « Nouveaux défis de la protection sociale » est, par exemple, fort intéressant, mais se trouve plaqué à la fin du livre, sans lien pertinent avec les autres chapitres de la dernière partie. Chaque thème est traité en revenant longuement sur les années 1980, voire 1970, et trop peu de pages sont véritablement consacrées aux années 2000 et à la période d'« après la crise ».

La troisième partie est plus spécifiquement consacrée au Japon et à la Corée du Sud. Malgré une introduction visant à justifier le pourquoi-comment de cette partie, on est néanmoins surpris d'y trouver soudainement la Malaisie, traitée en avant-dernier chapitre. S'il existe des raisons évidentes à la comparaison entre le Japon et la Corée du Sud, le cas malais donne l'impression d'avoir été intégré au forceps. Il y est abordé sous l'angle de l'arbitrage politique, à travers la présentation de la nouvelle politique économique (NEP) qui, si elle a des répercussions encore actuellement, date de 1970, et prend fin en 1990. Les éditeurs essaient cependant de justifier ce mélange, en avançant six points communs permettant de comparer ce pays aux deux autres. Mais, que cela concerne leur passé, leur façon et leurs raisons d'être entrés dans la crise, leur sortie de crise et/ou leur évolution politico-économique de l'après-crise « face aux défis de la mondialisation », il y a en fait davantage de divergences que de points communs entre ces trois pays ; ce qui est d'ailleurs paradoxalement souligné par les éditeurs dans la même introduction. En effet, la Corée du Sud s'est tournée vers le Fonds monétaire international (FMI) alors que la Malaisie a opté pour une voie plus personnelle, incluant une politique sélective de contrôle des capitaux. Le Japon quant à lui a mis en œuvre un plan de sauvetage financier

régional, dit plan Miyazawa, pour aider ses voisins. Si un pays d'Asie du Sud-Est devait être introduit à ce stade ultime du livre, Singapour semblait plus qualifié et approprié au vu des critères sélectionnés : intervention étatique très active, limitation du contrôle étranger, État à tropisme autoritaire, forte intermédiation bancaire dans le financement de l'économie, faiblesse des systèmes publics de protection sociale, place tenue par les grands conglomérats dans l'économie.

En fait, les enjeux, face aux défis de la mondialisation, pour les puissances d'Asie du Nord-Est, et plus particulièrement chinoise et japonaise, sont de taille, comme cela est clairement démontré dans certains chapitres : évolution économique et géostratégique récente de ces deux pays en tant que puissances indépendantes (chap. 10 et 12), relations sino-japonaises (chap. 11), stratégies respectives sur l'échiquier asiatique (chap. 6, 7 et 8). Aussi, compte tenu de la prédominance des textes spécifiquement centrés sur le Japon et la Chine, ce livre aurait eu une plus grande valeur ajoutée s'il s'était effectivement concentré sur le cas précis de ces deux pays, voire éventuellement de la Corée si la perspective géographique avait été l'Asie du Nord-Est. Cela aurait permis, au cours de ces 400 pages, une véritable analyse linéaire, plutôt que des bouts de réflexion épars pas toujours très concluants, défaut typique de nombreux ouvrages collectifs.

Marie-Aimée TOURRES
Institute of Strategic
and International Studies (ISIS)
Malaysia

Paris, Karthala, 2003, 417 p.

PERSPECTIVES CRITIQUES

L'Orient arabe à l'heure américaine. De la guerre du Golfe à la guerre d'Irak

Henry Laurens

Terrorisme, instabilité, spirale infernale, chaos : autant de malheureux qua-

lificatifs qui évoquent le Moyen-Orient, particulièrement en ces temps sensibles d'occupation de l'Irak et d'amplification de la répression israélienne dans les Territoires palestiniens. S'agit-il d'une situation passagère due à une conjonction de circonstances, imputables pour une grande part à l'échec des systèmes politiques arabes ? Non. On assiste plutôt à l'éclosion d'une série de ressentiments, accumulés pendant des années de frustration, qui saisit le monde arabe.

C'est du moins l'idée que l'on perçoit chez Henry Laurens, qui signe ici une refonte complète de son livre *Le grand jeu. Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945* (Paris, Colin, 1991, 447 p.). L'auteur débute ainsi son analyse par la première guerre du Golfe, en 1991, événement qui aura eu valeur de test pour l'ordre international. L'effondrement de l'ex-URSS avait en effet mis à mal les relations tissées entre Moscou et la majorité des capitales arabes. Ainsi, cette première intervention américaine dans l'ancienne Mésopotamie, forte du soutien et de la participation de la majorité des États du Moyen-Orient, verra lui succéder une période porteuse d'espoirs car riche en événements, tels que le recouvrement de la souveraineté koweïtienne, l'isolement de Saddam Hussein, l'avènement de la Seconde République libanaise, la relance du processus de paix israélo-arabe ou encore la signature des Accords d'Oslo.

Mais selon H. Laurens, le fameux processus d'Oslo capote rapidement et marque la fin des illusions. La tenue de négociations israélo-palestiniennes à travers deux canaux – l'un officiel, l'autre secret – a pour effet de retourner la situation à l'avantage quasi exclusif des Israéliens, tout en provoquant l'ire des États arabes, inquiets de voir le règlement du conflit principal de la région faire fi de leurs propres revendications et préoccupations. Au souci des voisins arabes d'Israël d'inscrire le conflit israélo-palestinien dans le cadre de négociations multilatérales, s'oppose en effet la volonté

israélienne de faire de ce dernier un enjeu singulier, déconnecté des aspirations nationales arabes. Rejoignant cette position, Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, sort grand perdant des négociations. En effet, les considérations politiques israéliennes internes, combinées à l'opposition affichée de la droite israélienne aux Accords d'Oslo, priment. Ainsi, après l'assassinat de Itzhak Rabin en 1995, les méthodes brutales adoptées à l'encontre des Palestiniens par les gouvernements de Shimon Pérès et Benyamin Nétanyahou suscitent de nouveaux attentats-suicide anti-israéliens. L'arrivée de Ehud Barak au pouvoir, bien que caractérisée par le retrait d'Israël du Sud Liban, perpétue de nouvelles illusions que Ariel Sharon s'empresse d'enterrer définitivement, suite à son élection le 6 février 2001.

Mais si le conflit israélo-palestinien cristallise les ressentiments de la région, cela ne saurait en rien occulter d'autres particularités et enjeux essentiels, sur lesquels H. Laurens insiste également, tableaux à l'appui. Ainsi des monarchies pétrolières du Golfe, dont la richesse contraste avec des difficultés sociales et démographiques dont il convient, pour l'Arabie Saoudite notamment, de s'alarmer. De même des successions politiques dans le monde arabe qui, tranquilles en Jordanie et en Syrie, ne préjugent cependant en rien des cas susceptibles de se présenter bientôt en Égypte ou dans certains pays du Golfe. Sans compter l'occupation américaine de l'Irak dont l'issue reste incertaine, mais qui ne symbolise pas moins, à elle seule, ce qu'affirme clairement H. Laurens : « La politique menée depuis le 11 septembre 2001 dans le monde arabe et musulman paraît ainsi produire le terrorisme qu'elle a pour but d'éradiquer. » Ce que finalement l'auteur démontre de façon claire, pertinente et surtout abondamment documentée, propulse d'emblée son ouvrage au rang des livres indispensables à la compréhension du Moyen-Orient contemporain.

Barah MIKAÏL

Paris, Armand Colin, 2004, 304 p.

Le camp de la guerre. Critique de la déraison impure

Jean-François Kahn

Pour Jean-François Kahn, la guerre d'Irak aura été « le triomphe du camp de la guerre et le naufrage des valeurs dont il se réclame ». L'auteur s'attache à mettre en pièces, avec sa verve habituelle, la justification du conflit par la diffusion de l'idéal démocratique. En effet, comment s'exprimer ainsi, tandis que la plupart des opinions publiques étaient contre la guerre et que ses partisans ont constamment pratiqué le mensonge et la mauvaise foi, allant jusqu'à diaboliser leurs adversaires ? Les va-t-en-guerre ont justifié l'invasion de l'Irak de la même manière que d'autres ont auparavant justifié les interventions en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou en Afghanistan. Contrairement à ce qu'ont pu affirmer les partisans de la guerre, leurs adversaires ne voulaient pas défendre Saddam Hussein. Ce sont bien souvent les mêmes qui depuis longtemps condamnaient le régime irakien à une époque où les conservateurs libéraux le considéraient comme un allié sûr. Ainsi ceux qui ne cessaient, depuis les années 1980 jusqu'en 1999, d'accuser S. Hussein, se sont retrouvés presque tous dans le camp de la paix, alors qu'à l'inverse, ceux qui justifiaient ou acceptaient l'appui matériel et financier que l'Occident lui apportait, se sont ardemment déclarés en faveur de cette intervention.

J.-F. Kahn dévoile par ailleurs le fonctionnement du processus de contrôle de l'information et de censure pratiqué aux États-Unis, ainsi que la façon dont la presse a été largement enrôlée dans le camp de la guerre, quitte à pratiquer la désinformation. Il va jusqu'à écrire que les médias soviétiques, sous Mikhaïl Gorbatchev, étaient plus libres et plus indépendants que les télévisions américaines pendant la crise irakienne. L'auteur met ainsi en lumière la manière dont les différentes bavures – qu'il s'agisse du bombardement d'un

mariage ou des mauvais traitements infligés aux prisonniers d'Abou Ghraïb – ont constamment été présentées par les partisans de l'intervention comme des actions commises par de malheureux occidentaux non responsables d'une opération par ailleurs nécessaire. Il va sans dire que si les mêmes actions avaient été entreprises par Fidel Castro, les réactions auraient été plus vives. La thèse centrale de cet ouvrage est toutefois que la démocratie ne peut être le résultat que d'une initiative interne. Ce qui a achevé l'Empire soviétique, ce ne sont pas les deux invasions qu'il a subies, ce sont les invasions qu'il a lancées. Le libérateur envahisseur est presque toujours perçu, y compris par les régimes libérés, comme un ennemi.

Pascal BONIFACE

Paris, Fayard, 2004, 200 p.

Irak, an 1.

Un autre regard sur un monde en guerre

Sous la direction de Pierre Rigoulot et Michel Taubmann

Cet ouvrage collectif, réunissant les contributions d'intellectuels favorables à la guerre d'Irak, paraît plus d'un an après son déclenchement. Ces derniers continuent à penser qu'elle était justifiée, niant par là même l'évidence. Minimisant l'argument de l'absence des armes de destruction massive (ADM) qui justifiaient initialement la guerre, les auteurs mettent en avant le fait que celle-ci aura permis, pour le moins, de se débarrasser de Saddam Hussein. En étayant ces arguments, les auteurs ont la foi du charbonnier, résolu et aussi convaincants que les spécialistes qui soutenaient, dans les années 1980, que l'intervention soviétique en Afghanistan était une manifestation de la lutte contre le féodalisme. En effet, la coïncidence entre la publication de cet ouvrage et les révélations concernant le traitement des prisonniers irakiens à la prison d'Abou Ghraïb ainsi que la poursuite de la violence en Irak n'est pas heureuse.

Par ailleurs, la couverture est symptomatique de l'approche de l'ouvrage. On

aperçoit S. Hussein, barbu et hirsute tel qu'il apparut lors de sa capture, avec à son côté les deux tours jumelles du World Trade Center une fois frappées par les attentats du 11 septembre 2001. Il faut souligner à cet égard que si le lien entre Al-Qaïda et S. Hussein avait également été évoqué comme motif de guerre par les néoconservateurs américains, depuis, l'argument a fait long feu. Loin d'avoir été malmené par la guerre en Irak, le terrorisme s'est considérablement renforcé depuis, comme le reconnaissent la plupart des observateurs, y compris parmi les républicains aux États-Unis. Dans leur introduction, Pierre Rigoulot et Michel Taubmann estiment que le mouvement d'opposition à la guerre résultait de la convergence entre l'islamogauchisme et le souverainisme conservateur, mettant en avant l'antisionisme et l'antisémitisme de ceux qui se sont opposés à la guerre. Selon eux, si George W. Bush s'est montré unilatéraliste, c'est parce que la France n'a pas accepté de coopérer avec lui. Effectivement, les États-Unis sont toujours enclins au multilatéralisme lorsque l'on adopte leurs projets. Si toutes les contributions ne sont pas aussi caricaturales – bien que quelques arabophobes potentiels s'y expriment allégrement –, le tout apparaît néanmoins quelque peu surréaliste.

Pascal BONIFACE

Monaco, Éditions du Rocher, 2004, 424 p.

La démocratie-monde.

Pour une autre gouvernance globale

Pascal Lamy

Le système international, l'Europe et les démocraties nationales ne se portent pas bien, et cet état de fait provoque un désenchantement assez perceptible à l'échelle internationale. Pascal Lamy estime que la construction européenne représente dans le monde non seulement le système de gouvernement non hégémonique le plus avancé, mais

aussi un modèle d'organisation démocratique des pouvoirs qui dépasse le cadre des États-nations. Il faut néanmoins résoudre la difficulté selon laquelle coexistent aujourd'hui, d'une part des institutions ou des organisations internationales légitimes mais non efficaces, et de l'autre des institutions efficaces mais non légitimes. Concilier légitimité et efficacité au moyen d'un modèle de gouvernance alter-nationale est une nécessité incontournable. Par suite, la Commission européenne est, pour l'auteur, la plus brillante invention des Pères fondateurs, car elle consiste à remettre à un tiers indépendant des États, et auquel ceux-ci font confiance – élément qu'ils n'accordent pas à l'un d'entre eux –, la charge des politiques que nécessite l'« intérêt général » de l'Union. P. Lamy estime ainsi qu'il n'y pas de déficit démocratique européen. Le problème de l'Europe, affirme-t-il clairement, c'est la panne de projet.

La mondialisation impose des choix entre intérêts et valeurs. Le consommateur souhaite acheter des tee-shirts bon marché, mais le citoyen condamne le travail forcé. Il faut donc définir une communauté qui puisse arbitrer démocratiquement ces divergences. P. Lamy propose une série de mesures visant à déterminer, de préférence de manière collective et globale, un socle minimal de biens collectifs mondiaux. Il estime que l'on pourrait s'inspirer à bon escient du modèle européen, dont la prise de décision conjugue majorité des États et pourcentage de population ; car si la démocratie implique qu'une politique soit soutenue par la majorité, ses modalités formelles doivent être revisitées, pour lutter contre l'inefficacité de la gouvernance mondiale. L'auteur se prononce également pour la création d'un impôt international, préférant une taxation sur les revenus du capital à la taxe Tobin.

Pascal BONIFACE

Paris, Le Seuil, coll. « La république des idées », 2004, 90 p.

***Droit et souverainetés.
Analyse critique du discours européen
sur la Yougoslavie***

Barbara Delcourt

Dans cet ouvrage issu d'une thèse, la juriste belge, spécialiste de droit international et de science politique déjà très connue des experts de la question yougoslave, élargit sa réflexion sur l'articulation entre le droit international et la politique européenne dans le processus de décomposition de l'ex-Yougoslavie.

L'ouvrage, au carrefour du droit et de la science politique, est d'abord une étude du discours des acteurs yougoslaves de la crise et des Européens conduits à prendre position à toutes les étapes du processus de sécession. Chacune des Républiques, comme le montre l'auteur dans un chapitre inaugural (« réformes et coups de force en Yougoslavie »), dont la Slovénie en premier lieu, a construit un discours sur son émergence comme sujet de droit, déclarant se conformer au droit international. D'où les référendums (en Slovénie le 23 décembre 1990, en Croatie le 19 mai 1990) sur la « souveraineté », concept clé qui fait l'objet, dans la dernière partie de l'ouvrage, d'une étude très complète.

Mais le sujet essentiel est l'étude du discours européen sur la Yougoslavie. Celui-ci est soumis à des variations très fortes selon l'évolution de la situation (chap. 2 : « La polarisation des discours en Yougoslavie et la modification du discours européen, juillet 1991-décembre 1991 »), mais aussi du fait des contradictions, juridiques ou politiques, du discours des Européens sur la souveraineté ou le processus de reconnaissance d'un État. Chaque étape de la crise les conduit à choisir entre deux interprétations suggérées par les acteurs locaux. Ainsi en est-il des accords de Brioni du 8 juillet 1991 concernant la suspension provisoire de trois mois des indépendances slovènes et croates, assortie de l'évacuation de la Slovénie par l'armée

fédérale. En Slovénie comme en Croatie, l'intervention de l'armée était considérée comme une « agression », alors qu'à Belgrade, elle était définie comme « défense de l'intégrité territoriale ». À Zagreb, l'intégrité territoriale qu'il s'agissait de défendre était celle de la Croatie. Le processus de détachement, dans les deux Républiques du Nord, était une « dissociation » légitime, alors que les autorités fédérales et la Serbie le stigmatisaient comme « sécession » honnie. L'ambition initiale de la Communauté européenne était de servir de médiateur dans les différents conflits yougoslaves, et non d'imposer une solution particulière au problème de l'avenir de la Fédération. Mais après la fin de la suspension des indépendances et la conquête de la présidence fédérale par le « bloc serbe », le « plan Carrington » du 18 octobre 1991 fut annoncé par les ministres des Affaires étrangères européens, dans une déclaration du 6 octobre 1991. Celle-ci, tout en prônant une « association libre de Républiques souveraines », déclarait « qu'une solution politique devait être recherchée dans la perspective de la reconnaissance de l'indépendance », en proclamant la « détermination [des États européens] à ne jamais reconnaître des modifications de frontières obtenues par la force » et lançait un ultimatum à compter du 7 octobre 1991, faute de quoi les ministres « adopteront les mesures restrictives qui seront appliquées à l'encontre de celles des parties qui continuent d'ignorer le souhait des autres parties yougoslaves et de la communauté internationale de voir un résultat positif émerger de la conférence sur la Yougoslavie ».

La « décision de reconnaissance de l'indépendance et sa mise en œuvre » (chap. 3) résultent logiquement de cette évolution, mais, comme l'analyse l'auteur dans la seconde partie de l'ouvrage (« La décision de reconnaissance au regard des registres normatifs mobilisés dans le discours européen »), posent des problèmes juridiques et philosophiques d'une difficulté souvent négligée. En effet, ni une

reconnaissance fondée sur la légitimité des projets indépendantistes (chap. 1 de cette partie), ni celle fondée sur l'effectivité – le fait accompli – ne sont satisfaisantes pour le juriste ou pour le philosophe. Un thème au statut incertain tel que l'« autodétermination » transparaît dans certaines déclarations européennes comme dans les accords de Brioni ou la déclaration du 6 octobre 1991, mais se trouve ignoré pendant des mois entiers. Un parallèle implicite se dégage avec le droit issu de la décolonisation, où la puissance coloniale se voit interdire, comme ce fut le cas de l'armée fédérale yougoslave par les déclarations européennes, de faire usage de la force.

Dans une troisième partie, plus théorique et fort stimulante, Barbara Delcourt se demande si les contradictions du discours européen ne s'expliqueraient pas par une « conception problématique de la souveraineté ». Depuis le livre fondateur de Jean Bodin en 1576 (*Les six livres de la République*, Paris, Fayard, 1986), la souveraineté, si elle apparaît comme un concept unifié, a une signification intérieure – qui gouverne, en fait ou en droit, comme autorité « ultime » dans un système politique – problématique ; en effet, la doctrine juridique française est traversée par le débat entre souveraineté « populaire » ou « nationale », qui renvoie aux discussions sur les idées de peuple et de nation, sur les limites éventuelles du pouvoir souverain, etc. Du point de vue extérieur, la notion est tout aussi incertaine, car l'on peut distinguer une souveraineté « négative », simple indépendance formelle, d'une souveraineté « positive », véritable puissance en action. Bien avant le droit d'ingérence des années 1987-1999, la doctrine juridique admettait une autolimitation de la souveraineté que l'État consent à tenir pour obligatoire. À cet égard, l'UE est la seule organisation internationale, contrairement à l'Organisation des Nations unies (ONU) et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à avoir pris parti pour les représentants légitimes/légaux des peuples de l'ex-Yougoslavie. Projetant ses

propres aspirations à dépasser les souverainetés étatiques, elle postula que ces peuples européens, en voie de réintégration dans la communauté des États « libéraux » et reconnaissant la prérogative du droit à réguler l'espace international, avaient droit à l'« autodétermination » (proposition rejetée par l'ONU et le droit international en dehors de l'hypothèse de la décolonisation). Ce bricolage juridico-philosophique, qui emprunte à l'idée de paix perpétuelle de Immanuel Kant et sacralise le droit, perçu comme capable de se substituer à la force, apparaît comme le plus petit dénominateur commun des Européens. Il tend cependant à confondre principe politique et norme juridique, remarque B. Delcourt (p. 401), tandis que les politiques nationales de certains États de l'UE continuent, comme dans le cas de la France, à se référer à un modèle « west-phalien » de consécration de l'État souverain.

Par son ampleur et l'interdisciplinarité qui le caractérise, ainsi que le souci de démonter et de démontrer les logiques contradictoires, les apories du discours et son interaction avec le réel, l'ouvrage de B. Delcourt montre que le traitement européen de la crise yougoslave renvoie aux débats les plus fondamentaux du droit et de la philosophie politique. Rarement a-t-on fait, comme dans ce livre, la synthèse entre les actes des entrepreneurs des guerres balkaniques et les théories de Thomas Hobbes, Grotius, Emmerich de Vattel, Hans Kelsen et Michel Tropper. Les guerres de l'ex-Yougoslavie ont déchaîné les passions et, à l'instar des guerres de Religion et de Trente ans qui ont inspiré les grands philosophes classiques, elles suscitent une relecture lumineuse de ces philosophies classiques.

Joseph KRULIC

Historien, Université de Marne-la-Vallée
Bruxelles, Peter Lang, 2003, 490 p.

Dieu.com

Danielle Sallenave

Danielle Sallenave commence son essai en citant *Quatre-vingt-treize*, où Victor

Hugo fait entendre un étrange dialogue entre la guillotine et la vieille tour féodale, dans lequel « la guillotine avait le droit de dire au donjon : Je suis ta fille ». Toutefois, la dialectique de la tour et de la guillotine ne doit pas être une machine à sécréter de la culpabilité et du ressentiment, car ni l'un ni l'autre ne sont bons conseillers en politique et en morale. Elle doit nous faire comprendre, au contraire, l'ébranlement que les humiliés répercutent sur ceux qui les ont asservi.

D. Sallenave reconnaît les mérites des libertés nouvelles, qui permettent d'affirmer des choix personnels autrefois interdits. Elle met cependant en lumière les dangers d'un communautarisme qui aboutit à inverser la philosophie de la liberté de Jean-Paul Sartre : désormais c'est l'essence qui précède l'existence. Elle craint que toute détermination identitaire, débouchant sur l'exacerbation de ce type de sentiment, ne soit la négation de la liberté individuelle. Faut-il vraiment faire appel à un imam lorsqu'un quartier s'échauffe ? Ainsi ajoute-t-elle avec humour : « Si je vole dans un Prisunic, comme je ne suis ni musulmane ni juive, appellera-t-on un curé ? » Elle craint qu'un front commun se constitue en France contre l'islam, où, sous couvert de défense de la laïcité, se réintroduirait subrepticement un racisme antiarabe déguisé.

D. Sallenave a effectué de nombreuses recherches sur Internet et a étudié les tendances lourdes d'un débat piégé. La lutte contre le fascisme vert, contre le terrorisme arabo-musulman et pour la République a fini, écrit-elle, par révéler son nom : il s'agit du masque du soutien inconditionnel à Israël. Il est paradoxal que ceux qui dénoncent, en France et ailleurs, le communautarisme arabe, ferment les yeux sur l'apartheid qui sévit tant en Israël que dans les Territoires militairement occupés. Le soutien à Israël se confond avec le rejet des Arabes. L'auteur conclut que la lutte antireligieuse est une nécessité politique, peut-être un devoir, qui n'a pas perdu

toute légitimité parce que Staline l'aurait déshonorée. Les religions sont peut-être une illusion, mais elles ont un bel avenir. Un livre courageux, à contre-courant du discours éditorial dominant.

Pascal BONIFACE

Paris, Gallimard, 2004, 332 p.

***Histoire du terrorisme.
De l'Antiquité à Al Qaida***

*Sous la direction de Gérard Chaliand
et Arnaud Blin*

Ce pavé, consacré à l'histoire du terrorisme, est divisé en quatre parties (la pré-histoire, l'ère moderne de 1789 à 1968, le terrorisme contemporain de 1968 à nos jours, et la dernière sur les « écrits de la terreur ») auxquelles s'ajoutent une cartographie et d'utiles statistiques. On retiendra surtout l'introduction, que l'on aurait d'ailleurs souhaité plus développée et plus longue.

Selon Gérard Chaliand et Arnaud Blin, le terrorisme est un instrument et une technique aussi vieux que la pratique de la guerre. Mais, alors qu'il est question du « terrorisme d'en bas » il ne faudrait pas oublier le « terrorisme d'en haut », c'est-à-dire celui pratiqué par l'appareil d'État. Les auteurs mettent en garde contre la tendance à qualifier une action de « terroriste » à chaque fois qu'on la juge illégitime, car, dès lors, la confusion dangereuse entre l'interprétation morale d'une action politique et cette action elle-même vient brouiller la vision du phénomène terroriste.

En conclusion, ils estiment que le terrorisme est le prix, somme toute modeste, que l'Occident, et plus particulièrement les États-Unis, paient pour leur hégémonie. Encore faut-il s'efforcer par intelligence politique de ne pas le nourrir en prétendant le combattre.

Pascal BONIFACE

Paris, Bayard, 2004, 668 p.